

Santé Une unité de soins palliatifs ouvre à Strasbourg

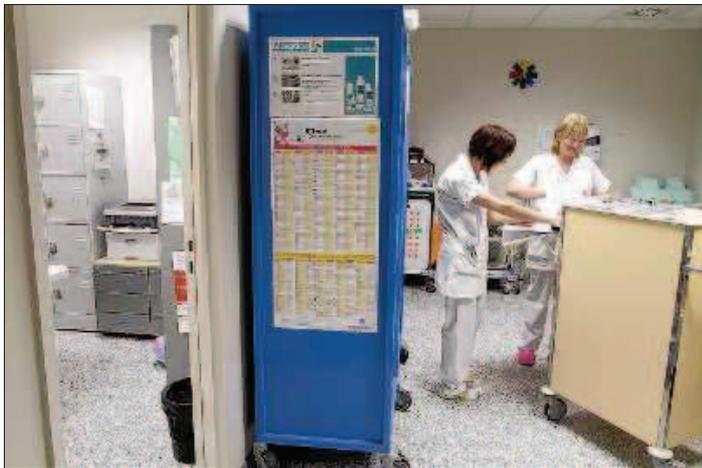
Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg attendaient depuis longtemps son ouverture.

Vendredi, une unité de soins palliatifs a été officiellement inaugurée. Elle a accueilli la semaine dernière son 100^e patient après sept mois de fonctionnement.

Jusqu'à cette année, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) ne disposaient pas de service dédié aux soins palliatifs. « Il y avait 25 lits identifiés en soins palliatifs depuis 2009, explique le Dr Robert Mathis, responsable de la nouvelle unité de soins palliatifs (USP), et une équipe mobile qui existait depuis dix ans. Aujourd'hui, nous avons cette nouvelle unité de dix lits en chambres individuelles. »

Projet artistique et de design

Une vingtaine de personnes y intervient, médecins, infirmières, psychologues, kinés, as-



Plus d'une vingtaine de personnes travaillent dans la nouvelle unité de soins palliatifs installée au cœur de l'Hôpital civil de Strasbourg. Photo Jean-Marc Loos

sistantes sociales, etc. « L'USP a vocation à accueillir des patients adultes de l'hôpital quand la situation devient trop complexe, poursuit le médecin. Mais aussi des patients à domicile qui nous sont adressés par leur médecin traitant,

leurs soignants ou leur entourage. »

L'unité n'est pas forcément la dernière étape de ces patients. « 30 % des gens qui y viennent en ressortent en meilleur état, relève le Dr Mathis. Car on arrive à stabiliser leur état, voire à améliorer les

symptômes ou la douleur. Il y a des gens qui y meurent naturellement, mais aussi d'autres qui n'y meurent pas. »

L'USP est surtout un lieu pour se ressourcer, reprendre son souffle. Et il a été conçu pour offrir la

plus grande convivialité possible en y intégrant un aspect culturel. Ceci, grâce à l'intervention de Christelle Carrier déléguée culturelle aux HUS. « Le projet au sein de l'hôpital était d'avoir un accompagnement, un projet artistique en terme de design et de décoration du service. On voulait un espace humanisant et sensible, prenant la mesure des personnes accueillies qui sont en fin de vie. »

Deux artistes ont remporté l'appel d'offres pour ce projet artistique, l'architecte d'intérieur Edith Wildy et la plasticienne Cécile Holveck, qui ont travaillé ensemble. Elles ont privilégié des harmonies de couleurs à partir de gris mauve, de vert et de jaune, pour le mobilier et les murs des chambres, afin d'effacer le plus possible l'aspect hospitalier « et apporter une douceur. »

Salle de restauration commune

Des stores filtrants permettent de tamiser la lumière dans chaque chambre tout en laissant encore voir à travers. Des fresques très simples couvrent certains murs, portes et plafond du service. Et une salle de restauration commune avec un coin cuisine, chaireuse et aux couleurs gaies, permet aux patients et aux fa-

milles de se rencontrer.

« C'est un service de plain-pied avec des fenêtres qui ouvrent sur l'extérieur et les arbres, et une terrasse accessibles aux patients et à leur famille, précise Cécile Holveck. Pour ne pas donner le sentiment d'un espace clos, j'ai dessiné des arbres et des lignes qui tracent des chemins, comme le cheminement de la vie des patients. »

« On a aussi travaillé sur l'emplacement des lits, en créant des têtes de lits personnalisées avec des couleurs et une desserte arrière qui masquent un peu les produits médicaux et l'appareillage, déclare de son côté Edith Wildy. On a par ailleurs élaboré un chevet orientable pour la lumière, afin que l'accompagnant, si le patient dort, puisse diriger cette lumière vers lui sans déranger le malade. »

Le financement de l'USP, abritée au sein de l'Hôpital civil et qui a coûté 500 000 €, a été assuré par les HUS. 42 000 €, sur les 75 000 € de la commande artistique et de design, ont été financés par des subventions et des mécénats de la Ville de Strasbourg, de la Drac, de l'Agence régionale de santé, du conseil régional d'Alsace et du conseil général du Bas-Rhin, ainsi que de l'aumônerie protestante des HUS.

Geneviève Daune-Anglard

Conseil rhénan Trouver un nouveau modèle de coopération



Le Bâlois Helmut Hersberger, nouveau président du conseil rhénan, à la droite de Philippe Richert.

Photo Dominique Gutekunst

Quel avenir pour le conseil rhénan alors que la région métropolitaine est en train de s'organiser ? Le débat a été lancé hier, à Strasbourg.

Composé de 71 élus, le conseil rhénan veut jouer le rôle de « parlement trinational du Rhin supérieur ». Il avait été créé, une vingtaine d'années après la conférence du Rhin supérieur, émanation gouvernementale, pour permettre aux élus de prendre plus largement part aux débats. À une semaine du premier comité politique de la région métropolitaine du Rhin supérieur, la question de l'articulation entre les différentes instances ne figurait, certes, pas à l'ordre du jour de la réunion d'hier. Mais les élus présents l'avaient à l'esprit.

D'une seule voix

Réagissant à une communication du secrétaire général aux affaires régionales et européennes, Jacques Garau, sur les très nombreuses activités de la conférence du Rhin supérieur, présidée actuellement par le préfet Pierre-Etienne Bisch, Philippe Richert — président jusqu'à hier du conseil rhénan — a observé que les deux niveaux de coopération mobilisent souvent « les mêmes experts et les mêmes élus, sur les mêmes thèmes ».

Le maire de Karlsruhe, Heinz Fenrich, a saisi la balle au bond. « Si on y ajoute la Région mé-

Y. B.

Religion Dialoguer pour favoriser « le bien-vivre ensemble »

Le conseil régional a « facilité », hier, l'organisation des 1^{res} Assises régionales du dialogue interreligieux.

L'anecdote a été racontée par le Père Étienne Uberall : « Un prêtre parisien m'a demandé : Chez vous, le politique s'occupe de religieux ? Quel drôle de pays que l'Alsace ! » « Le modèle alsacien vient du passé, mais c'est un modèle pour l'avenir. Loin du choc des religions, il favorise le dialogue avec l'autre », avait rappelé, en ouverture à ces 1^{res} Assises régionales, le président et ministre Philippe Richert, qui milite pour « une laïcité positive ».

En facilitant l'organisation de ces assises, « la collectivité a voulu rendre hommage au travail de fourmis », conduit par les 31 groupes impliqués concrètement dans le dialogue interreligieux, à travers toute la région. Quelque 250 personnes présentes jusqu'à la fin des travaux en ont témoigné.

Chargé de résumer les propositions des neuf ateliers, le chercheur strasbourgeois Francis Messner a expliqué que ces assis-



De gauche à droite, le grand Rabbin Gutman, le président Collange, Mgr Grallet, le président Richert et Lilla Merabet. Photo D. G.

ses ne résultent pas du statut des cultes en Alsace-Moselle. Selon lui, ce cadre juridique particulier, qui a cependant « favorisé les échanges de longue date entre curés, pasteurs et rabbins », a aussi permis d'« intégrer plus facilement l'ouverture sur les autres religions ». Il a indiqué que « des demandes d'outils — site internet, catalogue des initiatives, calendrier des fêtes religieuses » —, mais aussi d'« un colloque sur le patrimoine religieux » ou d'« un enseignement interreligieux dans les écoles

publiques », sont apparues lors des débats. D'aucuns ont parlé de l'intégration, dans ce dialogue, des non-croyants, d'autres ont évoqué la crainte des communautarismes et des intégrismes... Mais surtout les participants souhaitent se retrouver à nouveau.

« Bon d'avoir un cadre »

Le comité interreligieux, à l'origine de la manifestation, a proposé une charte. « Nous avons voulu écrire, avec des mots, ce qui nous

rassemble », a expliqué la conseillère régionale, Catherine Zuber. Si certains membres du comité sont là depuis sa création, après les profanations de tombes, d'autres sont arrivés par la suite. « Il est bon d'avoir un cadre », a convenu Driss Ayachour, vice-président du conseil régional du culte musulman, tandis que le président de la communauté bouddhiste, Olivier Wang-Genh, a noté que « la conférence nationale des religions n'a été créée que cette année seulement ». Un intervenant a suggéré d'intégrer, dans le texte, la référence à la Convention européenne des droits de l'Homme... « Toutes les instances républicaines doivent porter les valeurs inscrites dans la charte », a assuré l'archevêque, Jean-Pierre Grallet.

« On parle de conflits à travers le monde, mais tout ce que nous avons produit pour la paix, pour la fraternité est indispensable », a relevé, en conclusion, la conseillère régionale Lilla Merabet, très investie comme sa collègue dans ce travail, en insistant sur « la reconnaissance de la foi de chacun », comme une des clés du « bien-vivre ensemble ».

Yolande Baldebeck

Politique Strasbourg veut garder le siège du conseil d'Alsace

Le conseil municipal de Strasbourg a adopté à l'unanimité, hier en fin d'après-midi, une motion demandant que la capitale alsacienne soit le siège du futur conseil unique d'Alsace.

Le maire Roland Ries avait invité ses collègues « à faire front commun ». « Je trouve incompréhensible, impossible et inacceptable que ce siège soit ailleurs que dans la capitale régionale », comme il s'est dit « pantois » de découvrir que « la Ville de Colmar souhaite dans un projet de motion que le siège soit

entièrement transféré à Colmar ». Robert Grossmann a interrogé, sous des applaudissements nourris, dans les mêmes termes que ceux utilisés par le maire : « Comment la Région veut-elle défendre Strasbourg dans son rôle de capitale européenne si elle ne veut pas comme capitale régionale ? »

Stabilité fiscale

La plus grande partie de la séance avait été auparavant consacrée aux orientations budgétaires. L'opposition était partagée sur le

dossier de la vente d'Enérest à Electricité de Strasbourg (L'Alsace du 9 novembre). Alors que Fabienne Keller et son groupe ont estimé qu'on « vendait les bijoux de famille », Robert Grossmann a approuvé cette cession, tout en soulignant qu'elle ne générerait qu'une recette exceptionnelle non récurrente.

Roland Ries a affirmé que cette opération créerait « un grand pôle énergétique strasbourgeois » et appelé à celle qui l'a précédé en tant que maire qu'elle avait prévu de

vendre non seulement Enérest mais aussi sa maison-mère, Réseau GDS (ex-Gaz de Strasbourg), lorsqu'elle était aux commandes de la Ville...

Ce point reviendra dans le débat budgétaire du 8 décembre car si la vente se faisait, cela générerait une enveloppe supplémentaire de 60 millions d'euros pour l'exercice 2012. Sinon, le maire a prévu deux autres scénarios pour ne pas avoir à « augmenter la pression fiscale sur les Strasbourgeois ».

Alvezio Buonassorte